

FIRST UNITED NATIONS CONGRESS ON THE PREVENTION
OF CRIME AND THE TREATMENT OF OFFENDERS
GENEVA 1955

PERSONNEL

SELECTION AND TRAINING OF
PRISON OFFICERS IN NEW ZEALAND

by Samuel T. Barnett,
Secretary for Justice,
Department of Justice of New Zealand, Wellington



UNITED NATIONS

Un résumé en français de l'article est joint en annexe.
A French summary of article is attached.

En Nouvelle-Zélande, le personnel du service pénitentiaire est recruté sur la base des qualifications personnelles des candidats et de leur désir sincère de faire une carrière dans l'administration pénitentiaire.

La formation initiale du personnel a lieu dans les divers établissements, sous la direction de fonctionnaires spécialisés qui instruisent les candidats aux divers aspects de leurs fonctions.

L'administration pénitentiaire organise en outre depuis 1950 des cours de formation dans une école spéciale constituée au sein de la prison de Wellington. On y donne des cours intensifs de quatre semaines pour le personnel subalterne, qui portent notamment sur l'organisation et la réglementation pénitentiaires, les méthodes de réadaptation et la responsabilité des fonctionnaires en matière de traitement, et comprennent aussi une formation technique et un entraînement physique. Des cours pour fonctionnaires supérieurs sont également organisés et portent sur les mêmes disciplines, ainsi que sur la comptabilité et l'économat des établissements.

Les candidats au service pénitentiaire doivent passer un examen après six mois d'emploi et avoir accompli deux ans de service satisfaisant avant d'être nommés à titre définitif. Après cinq ans de service ininterrompu, les fonctionnaires peuvent se présenter à l'examen d'agent principal. Seuls les fonctionnaires qui ont réussi cet examen sont éligibles pour une promotion. Les promotions sont basées sur le mérite et sur la compétence plutôt que sur la durée du service.

This archiving project is a collaborative effort between the United Nations Office on Drugs and Crime and the American Society of Criminology, Division of International Criminology. Any comments or questions should be directed to Cindy J. Smith at cjsmithphd@comcast.net or Emil Wandzilak at emil.wandzilak@unodc.org.